

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 26/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX

Z.I. SUD RUE BARTHELEMY THIMONNIER
42160 Andrézieux-Bouthéon

Références : UID4243-EAR-024-060
Code AIOT : 0006103294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2024 dans l'établissement TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX implanté Z.I. SUD Rue Barthélémy Thimonnier 42160 Andrézieux-Bouthéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2024 (site PN), portant sur les produits chimiques à autorisations REACH utilisés par le site TSA (action nationale 2024).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX
- Z.I. SUD Rue Barthélémy Thimonnier 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0006103294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

TSA est un site réalisant du traitement de surface de pièces métalliques en industrialisant les procédés développés par le centre de recherche HEF. Le site est soumis à la Directive IED du fait des volumes de bains actifs mis en oeuvre. Il est réparti en trois secteurs distincts (Thimonnier, Dallières et Fondrières) qui mettent en oeuvre des procédés de traitement variés et parfois très pointus. L'inspection n'a vu que le secteur Thimonnier, et en particulier la partie vide01-cabines de peinture où est utilisée la peinture contenant du chrome VI.

Contexte de l'inspection :

La visite s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2024 (site PN), portant sur les produits chimiques à autorisations REACH utilisés par le site TSA.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 REACH Autorisation
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	REACH- Notification article 66	Règlement européen du 18/12/2006, article 66	Demande d'action corrective	1 mois
3	REACH- Conditions d'autorisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60	Demande d'action corrective	1 mois
10	FDS MMR/CO	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet	1 mois
11	Respect des VLE air	Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article II.1.1.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	REACH- Usage substance annexe 14	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV	Sans objet
4	REACH- Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60	Sans objet
5	REACH- Substitution	Règlement européen du 18/12/2006, article 55	Sans objet
6	FDS accessibilité travailleurs	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
7	FDS mise à jour	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 9.	Sans objet
8	FDS langue	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 5.	Sans objet
9	FDS rubrique 1	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		18/12/2006, article 31, Annexe 2 1.	
12	Respect des VLE eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article II.1.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

TSA n'est pas à jour de ses déclarations à l'ECHA concernant les substances recensées à l'ANNEXE 14 du règlement REACH du 18/12/2006 qu'il utilise. La seule substance à autorisation utilisée actuellement par TSA est le potassium hydroxyoctaoxodizincate dichromate (N° CAS: 11103-86-9) utilisé dans la peinture.

L'exploitant est en retard pour ses analyses atmosphériques de 2023, les prélèvements ont été réalisés en février 2024 mais l'exploitant n'a pas encore le rapport d'analyses.

Pour les analyses des rejets aqueux, l'inspection n'a noté aucune non-conformité en 2023 dans les déclarations GIDAF:

-concernant les PFAS, les prélèvements ont été réalisés mais le rapport n'a pas été encore rédigé par le laboratoire.

-concernant les FDHC, l'exploitant croit que les prélèvements ont été réalisés en même temps que les PFAS mais n'en est pas sûr.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : REACH- Usage substance annexe 14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV
Thème(s) : Produits chimiques, Usage substance annexe 14
Prescription contrôlée : Usage d'une substance recensée à l'ANNEXE 14 du règlement REACH du 18/12/2006 Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement
Constats : L'exploitant utilise le potassium hydroxyoctaoxodizincatedichromate (N° CAS: 11103-86-9 ; LAD (Last Application date) 22/07/2017 et Sunset date 22/01/2019), substance recensée à l'ANNEXE 14 du règlement REACH du 18/12/2006. Cette substance est utilisée dans 2 mélanges liquides: -la base primaire PAC 33 VERT NAS 38089 en bidon de 5L -la base primaire réactif P99 NAS 3770+9 en bidon de 5L Les 2 mélanges sont utilisés comme des additifs de peinture (la peinture est réalisée sur place par un opérateur dans une pièce), appliquée dans une cabine étanche : la cabine 3 par le même opérateur, puis chauffée à 80°C toujours dans la cabine 3. L'exploitant utilise la peinture contenant le potassium hydroxyoctaoxodizincatedichromate comme protection anti-corrosion pour des pièces utilisées en aéronautiques. Les 2 produits sont utilisés par l'exploitant conformément à un des usages couvert par la décision d'autorisation C(2020) 2089, octroyée par la Commission européenne le 15/04/2020. La décision expire le 22/01/2026 Elle pourra être renouvelée si un dossier de révision est déposé avant le 24/07/2024.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : REACH- Notification article 66

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 66
Thème(s) : Produits chimiques, Notification article 66
Prescription contrôlée : Article 66 1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.
Constats : Les notifications adressées à l'ECHA par l'exploitant en 2008 et 2021 ne sont pas à jour puisqu'elles mentionnent des substances qui ne sont plus utilisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre à jour les notifications faites à l'ECHA afin qu'apparaissent les substances utilisées à ce jour par TSA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : REACH- Conditions d'autorisation REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60
Thème(s) : Produits chimiques, Conditions d'autorisation REACH
Prescription contrôlée : Paragraphe 9, points d) et f) : un utilisateur aval a obligation d'utiliser la substance conformément aux conditions ou aux modalités de surveillance spécifiées dans la décision d'autorisation
Constats : L'exploitant réalise une surveillance annuelle des rejets atmosphériques captés dans la cabine 3. Aucune eau usée au contact du chrome VI n'est rejetée. Tous les déchets solides et liquides contenant du Cr(VI) sont collectés et remis à une entreprise externe de gestion des déchets. Un seul opérateur est autorisé à utiliser ce produit. Lorsqu'il est absent, personne ne l'utilise. L'opérateur est formé aux risques d'utilisation de la substance en interne et par le fournisseur: PPG. Il utilise un masque de protection, lorsqu'il manipule le produit. L'armoire, la pièce où est réalisée le mélange et la cabine de pulvérisation de peinture sont dans la partie Vide 01 de l'entreprise. L'entrée dans cette partie de l'usine est limitée à quelques personnes qui doivent se munir d'une combinaison pour rentrer.

<p>Le produit est stocké dans une armoire dont la clé est toujours dessus, armoire dans laquelle sont stockés tous les additifs de peinture.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant limite l'accès au stockage de ces 2 produits à l'ensemble des salariés qui ont accès à la partie Vide 01, même si un seul opérateur est désigné pour les utiliser.</p> <p>Lors de l'entretien en salle, l'exploitant a regardé la quantité stockée qui devait être de 300 ou 400 mL. L'inspection n'a pas pu vérifier la quantité présente dans le bidon mais il n'y avait qu'un bidon entamé, pas d'autre bidon en stock. La péremption étant courte, ils utilisent rapidement le bidon ouvert ou l'envoie en déchets.</p> <p>La salle dans laquelle se font les mélanges est pourvue d'une aspiration. Le sol est couvert d'un plastique qui part en déchet souillé vers une filière adaptée aux déchets dangereux.</p> <p>Lorsque l'opérateur a rempli le pistolet, il se rend dans la cabine 3, située à environ 10m de la salle où se fait le mélange pour réaliser la pulvérisation de peinture. Cette pièce est munie d'une ventilation reliée au pistolet : le pistolet ne peut pas être déclenché si l'aération n'est pas en route. La cabine est munie d'un voyant rouge qui s'allume si la ventilation n'est pas bonne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection n'a pas vérifié que l'armoire où sont stockés les produits chimiques dangereux (dont les 2 produits contenant le potassium hydroxyoctaoxodizincatedichromate) est bien sur rétention. L'exploitant devra lui apporter la justification qu'elle est bien sur rétention ou installer une rétention de volume suffisant sous l'armoire à solvant.</p> <p>L'exploitant enverra aussi à l'inspection les caractéristiques du masque de protection utilisé par l'opérateur lorsqu'il manipule les produits contenant le potassium hydroxyoctaoxodizincatedichromate.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : REACH- Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La décision C(2020) 2089 prescrit aux utilisateurs en aval des produits contenant la substance potassium hydroxyoctaoxodizincatedichromate</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'utilisation de ces produits dans des installations répondant aux meilleures techniques disponibles, pour réduire les expositions et maîtriser les risques (article 2,5 de la décision) - la mise en place des restrictions d'accès aux zones de stockage et d'utilisation des produits - la réalisation d'une surveillance des rejets dans l'environnement dont les résultats sont analysés périodiquement <p>Ces prescriptions sont détaillées dans le rapport de sécurité chimique (CSR) et la FDS, documents élaborés par le détenteur de l'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>-Le mélange est réalisé dans une pièce sous aspiration, l'opérateur utilise un masque dont les</p>

<p>caractéristiques seront envoyés à l'inspection (voir point N°3).</p> <p>-La pulvérisation du produit est réalisée dans une cabine dont les rejets atmosphériques sont canalisés. Le pistolet est relié à l'aspiration et ne peut pas fonctionner si l'aspiration ne fonctionne pas. La cabine dispose d'un voyant rouge qui s'allume lors d'une panne de l'aspiration. L'opérateur utilise un masque durant cette opération.</p> <p>-La pulvérisation est réalisée à température ambiante. Puis la peinture est chauffée à 80°C dans la même cabine.</p> <p>- L'exploitant réalise une surveillance annuelle des rejets atmosphériques captés dans la cabine 3.</p> <p>- L'exploitant limite l'accès au stockage de ces 2 produits à l'ensemble des salariés qui ont accès à la partie Vide 01, même si un seul opérateur est désigné pour les utiliser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant enverra les instructions pour l'utilisation du produit à l'inspection lorsqu'il aura supprimé les parties confidentielles</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : REACH-Substitution

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 55</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Substitution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entreprise travaille sur une alternative au potassium hydroxyoctaoxodizincatedichromate et est dans une démarche de supprimer le produit. Une nouvelle gamme de peinture est en cours de qualification avec leurs clients.</p> <p>Tous les autres produits qui contiennent des substances de l'annexe XIV et précédemment utilisés (N° CAS 24613-89-6 et 1333-82-0) ont été supprimés le 21/12/2022 et remplacés par une nouvelle gamme de produits qui ne contiennent pas de substances figurant dans l'annexe XIV.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : FDS accessibilité travailleurs

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, FDS accessibilité travailleurs</p>

Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les fiches de données de sécurité sont accessibles par tous les travailleurs sur tous les ordinateurs de la société en raccourci sur le bureau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : FDS mise à jour

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 9.
Thème(s) : Produits chimiques, FDS mise à jour
Prescription contrôlée : Article 31 9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ; b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée ; c) une fois qu'une restriction a été imposée.
Constats : La FDS des 2 produits contenant des substances de l'annexe XIV utilisées par TSA datent du 18/12/22 et du 29/10/22 Elles décrivent les conditions opérationnelles et les mesures de maîtrise des risques. Les scénarios d'exposition ont annexés aux FDS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : FDS langue

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 5.
Thème(s) : Produits chimiques, FDS langue
Prescription contrôlée : Article 31 5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : TSA dispose des fiches de données de sécurité des deux produits contenant des substances de l'annexe XIV en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : FDS rubrique 1

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, Annexe 2 1.
--

Thème(s) : Produits chimiques, FDS rubrique 1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31: 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II</p> <p>RUBRIQUE 1 : Identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise</p> <p>Cette rubrique de la fiche de données de sécurité précise de quelle manière la substance ou le mélange doivent être identifiés et de quelle manière les utilisations pertinentes identifiées, le nom du fournisseur de la substance ou du mélange ainsi que les coordonnées de contact du fournisseur de la substance ou du mélange, y compris la personne ou le service à contacter en cas d'urgence, doivent être indiqués sur la fiche de données de sécurité.</p> <p>Constats :</p> <p>La rubrique 1 des fiches de données de sécurité précise en particulier l'utilisation prévue de ces 2 produits par le fournisseur. Cet usage est le même que celui indiqué dans la décision d'autorisation C(2020) 2089. Elle précise que l'application est faite à l'aide d'un pistolet et dans un espace clos.</p> <p>L'exploitant certifie que les 2 produits sont utilisés conformément à un des usages couverts par la décision d'autorisation C(2020)2089, octroyée par la commission européenne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : FDS MMR/CO

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>Constats :</p> <p>En rubrique 2 de la FDS du produit base primaire réactif P99 on retrouve les numéros d'autorisation REACH20/6/5 et REACH 20/6/8 qui correspondent à la décision C(2020)2089. La demande de renouvellement de cette décision doit être déposée avant le 22/07/2024. En l'absence de dépôt d'une telle demande par le fournisseur, l'exploitant ne pourra plus utiliser ce produit après le 22/01/2026. L'inspection invite l'exploitant à indiquer au fournisseur si la substitution en cours d'étude n'est pas possible.</p> <p>En revanche, la FDS du produit base primaire P33 ne mentionne pas de numéros d'autorisation. Ces informations sont prévues en rubrique 2 et en rubrique 15 pour les conditions opératoires et les mesures de surveillances applicables aux utilisateurs en aval, conformément à l'annexe II du règlement REACH. dès qu'une décision est octroyée.</p> <p>L'exploitant, utilisateur du produit, doit avoir connaissance de toutes les mesures de maîtrise des risques qu'il doit mettre en place.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant demande à son fournisseur une modification de la FDS en rubrique 2 et en rubrique 15, afin que la FDS permettent d'identifier qu'une autorisation a été octroyée ou refusée pour l'utilisation indiquée en rubrique 1.2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Respect des VLE air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article II.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE air
Prescription contrôlée : Tableau de VLE
Constats : L'exploitant est en retard pour ses analyses atmosphériques de 2023, les prélèvements ont été réalisés en février 2024 mais l'exploitant n'a pas encore en sa possession le rapport d'analyses annuel. Concernant, le plan de gestion des solvants de 2023, celui-ci n'a pas encore été réalisé car l'entreprise change d'ERP et n'est pas encore en capacité de réaliser le PGS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant enverra à l'inspection un justificatif prouvant que les analyses ont été réalisées, il enverra le rapport d'analyse annuel de ses rejets atmosphériques, un plan des cheminées et le plan de gestion des solvants 2023 à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Respect des VLE eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article II.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE eau
Prescription contrôlée : VL de rejet dans l'eau
Constats : -Pour les analyses des rejets aqueux, l'inspection n'a noté aucune non-conformité en 2023 dans les déclarations GIDAF. -Concernant les PFAS, les prélèvements ont été réalisés mais le rapport n'a pas été encore rédigé par le laboratoire. Concernant les FDHC, l'exploitant croit que les prélèvements ont été réalisés en même temps

que les PFAS mais n'en est pas sûr. Celui-ci doit se rapprocher de son laboratoire afin d'en avoir la certitude.

Type de suites proposées : Sans suite